
François Dubet, Marie Duru-Bellat, *10 propositions pour changer d'École*

Seuil, 2015, 149 p.

Yannick Tenne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/4481>

DOI : 10.4000/ries.4481

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 35-36

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Yannick Tenne, « François Dubet, Marie Duru-Bellat, *10 propositions pour changer d'École* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 70 | décembre 2015, mis en ligne le 18 janvier 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4481>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Tous droits réservés

François Dubet, Marie Duru-Bellat, *10 propositions pour changer d'École*

Seuil, 2015, 149 p.

Yannick Tenne

RÉFÉRENCE

François Dubet, Marie Duru-Bellat, *10 propositions pour changer d'École*, Seuil, 2015, 149 p.

- 1 Quand deux célèbres sociologues décident d'écrire ensemble un livre au moment de la rentrée scolaire, dont le parti pris est d'énoncer « dix propositions pour changer d'école », il est légitimement possible de poser plusieurs questions.
- 2 Il peut être facile et simple de penser que leurs observations de notre système éducatif conduisent à une formulation d'échec relatif – mais échec quand même – de la Refondation de l'école¹. Elles correspondent alors à l'expression d'une déception et d'une reprise de thématiques connues qu'il conviendrait à nouveau d'asséner. On peut aussi interroger la posture adoptée – entre sociologie et politique – face à un constat désormais partagé sur l'école, comme ils l'affirment dès l'introduction. Dès lors, le risque de formuler un discours « engagé », certes étayé par une réflexion et une connaissance que personne ne contestera, est grand et pourrait amoindrir le propos. Enfin, et ce n'est pas une mince question, le choix d'énumérer dix propositions ouvre la possibilité du débat : pourquoi dix, et pas neuf ou onze ? N'est-ce pas l'expression formelle d'un programme qui, sous une énumération qui marque les esprits, exprime désormais la primauté d'une pensée politique sur l'expression universitaire ?
- 3 Dans ses livres précédents, notamment *Les Places et les Chances*, François Dubet avait déjà soulevé ces interrogations. Les deux auteurs le réaffirment ici, il ne s'agit pas de « livrer des « solutions clés en main. La réflexion et le débat seront nécessaires. » Le fait que les politiques doivent s'emparer du débat éducatif et le porter dans une mobilisation des esprits est à nouveau formulé. Ce que nous disent les deux auteurs est bien de changer d'école et non de changer l'École. Cet écart sémantique permet à la

sociologie de construire le propos politique, de l'éclairer. Et ce qu'ils nous donnent à voir, c'est bien la nécessité d'un changement de nature de notre école.

- 4 Dès lors, nous retrouvons dans l'ouvrage tous les aspects que Marie Duru-Bellat et François Dubet ont développés au long de leur carrière. Pour ceux qui ont été leurs lecteurs assidus au fil des ans, on reprend dans un chapitre le combat contre le diplôme, on suit la démonstration sur une école plus juste, on partage l'éloge de la pédagogie.
 - 5 Ce livre qui, in fine, est un plaidoyer pour l'École, est aussi un immense cri d'affection pour ceux qui font le système : les enseignants et les enfants. Ne serait-ce que pour ce parti pris, il faut lire ce livre qui, pour être un livre de rentrée, est aussi un livre d'optimisme et d'engagement pour l'École. Il se termine d'ailleurs sur un appel au rétablissement de la confiance démocratique qui, apparemment, est une idée bien reprise par les politiques actuels dans leurs discours sur le système scolaire. Le système français a-t-il besoin des chercheurs et des universitaires pour réinventer des espoirs ? D'où l'intérêt des propositions simples mais ô combien justes des deux sociologues.
-

NOTES

1. Le ministère de l'éducation nationale a engagé la refondation de l'École de la République, qui vise à réduire les inégalités et à favoriser la réussite de tous. La loi du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'École concrétise l'engagement de faire de la jeunesse et de l'éducation la priorité de la Nation. Source : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [<http://goo.gl/wQsWJS>]. (NdIR)

AUTEURS

YANNICK TENNE

Yannick Tenne est inspecteur général de l'éducation nationale. Il a été directeur de cabinet adjoint du ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon et directeur de cabinet de George Pau Langevin. Il est actuellement expert de haut niveau auprès du secrétaire général du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Courriel : yannick.tenne@education.gouv.fr